SEP 1954
Bureau coordination

VVV. L.4389/1/V.

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de égislation, première chambre des acations, saisi par le Ministre u Travail et de la Prévoyance so- iale, le 26 juillet 1954, d'une de- ande d'avis, dans un délai ne dé- assant pas trois jours, sur un rojet d'arrêté royal "relatif aux esures à prendre en vue d'assurer ne meilleure répartition du per- onnel entre les établissements pa- astataux dépendant du Ministère du ravail et de la Prévoyance sociale, insi qu'une gestion plus efficace t plus économique de ces services", donné le 29 juillet 1954 l'avis uivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 26e Juli 1954 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de maatregelen te nemen, ten einde een betere verdeling van het personeel onder de verschillende parastatale instellingen, ressorterende onder het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg, alsmede een efficiënter en economischer beheer van zijn diensten te verzekeren", heeft de 29e Juli 1954 het volgend advies gegeven :

Aux termes de son intitulé, le projet tend à assurer une meilleure répartition du personnel entre les établissements parastataux dépendant du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, ainsi qu'une gestion plus efficace et plus économique de leurs services.

Pour atteindre ce but, le projet attribue au Ministre le pouvoir de nommer et de révoquer le personnel des trente-deux établissements visés à l'article 3, à l'exception des agents dont la nomination appartient au Roi (article 1er). Il permet en outre au Ministre de détacher temporairement ou définitivement des agents d'un de ces établissements à un autre. Enfin, le projet permet au Ministre de transférer des services d'un de ces établissements à un autre ou de fusionner en un seul service des services similaires ou complémentaires fonctionnant dans des établissements différents (article 2).

Les mesures projetées touchent profondément aux règles d'organisation des trente-deux établissements visés. Elles nécessitent dès lors une revision des arrêtés organiques propres à chacun de ces établissements. Cette revision n'est pourtant pas opérée par le présent projet. Celui-ci se borne à énoncer d'une manière générale des règles nouvelles relatives au droit de nomination et de transfert et à désigner les établissements auxquels ces dispositions sont applicables.

Il attribue au Ministre le pouvoir d'adapter chacun des arrêtés royaux organiques de l'institution aux dispositions nouvelles du projet.

\+

\+ \+

.../...

Il n'est pas douteux que l'exécution de cette mission de mise en concordance fera surgir de nombreuses difficultés pour la solution des quelles le Ministre ne paraît pas suffisamment armé par le projet.

En effet, en édictant des règles générales applicables à trente-deux établissements différents, le projet ne peut pas tenir compte des particularités propres à l'organisation de chacun d'eux.

Ainsi, par exemple, le personnel de l'Office national de sécurité sociale, de l'Office national du placement et du chômage, de l'Organisme officiel de paiement des allocations de chômage et du Fonds national d'assurance maladie-invalidité, est recruté suivant des règles arrêtées par le comité de gestion et approuvées par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale (1). Cette procédure se conçoit très bien lorsque le comité de gestion nomme lui-même le personnel, comme c'est le cas actuellement. Elle aboutit à une réglementation peu cohérente, dès lors que le pouvoir de nomination est attribué au Ministre. Il est, en effet, contraire aux principes d'une bonne gestion que l'autorité supérieure soit tenue, dans

.../...

(1) arrêté du Régent du 16 janvier 1945, article 22, modifié par l'arrêté royal du 26 février 1954; arrêté du Régent du 26 mai 1945, articles 22, modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 1951 et 85 bis inséré par l'arrêté royal du 26 septembre 1953; arrêté du Régent du 21 mars 1945, article 45, modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1954.

l'exercice de son droit de nomination par des règles tracées par l'organe qui lui est subordonné.

En vertu des dispositions du projet, les conseils d'administration de la Caisse nationale des pensions pour employés et du Fonds d'allocations pour employés sont dépouillés de leur pouvoir de nomination. Ils conservent cependant le pouvoir de fixer le traitement de leur personnel (arrêtés royaux du 13 décembre 1930, articles 7 et 4).

Dans tous ces cas, une adaptation des dispositions organiques à la situation nouvelle créée par le projet s'avère indispensable. Or, il est douteux que le Ministre puisse procéder à cette adaptation en se fondant sur l'article 4 du projet qui le charge de mettre ces dispositions "en concordance" avec les nouvelles règles édictées. Pareille attribution de pouvoirs doit, en effet, être interprétée de manière restrictive, comme n'autorisant le Ministre qu'à apporter à la rédaction de ces arrêtés les modifications que le projet implique nécessairement . Toute interprétation plus large impliquant que le Ministre pourrait y apporter des modifications qui ne seraient pas purement rédactionnelles mais qui tendraient à compléter les modifications apportées par le projet lui-même, conduiraient à attribuer à cet article 4 la portée d'une subdélégation portant sur l'essence des pouvoirs attribués au Roi et, dès lors, non permise.

En attribuant au Ministre un très large pouvoir de nomination et d'organisation des établissements parastataux cités, le projet touche indirectement mais d'une manière certaine aux lois et arrêtés organiques qui

.../...

instituent ces établissements. Or, pour certains d'entre eux tout au moins, toute modification à ces règles requiert l'accomplissement de certaines formalités substantielles.

Il en résulte que le présent projet devrait être soumis, notamment :

- au comité national du Fonds national d'assurance maladie-invalidité en ce qui le concerne (arrêté du Régent du 21 mars 1945, article 37, 3°, modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1954);
- à la commission des allocations familiales, en ce qui concerne la Caisse mutuelle nationale pour allocations familiales (arrêté royal du 22 décembre 1938, article 247), la Caisse mutuelle auxiliaire pour allocations familiales et les Caisses mutuelles spéciales (même arrêté, article 79);
- au Comité interministériel de la famille en ce qui concerne tous les établissements institués par la législation en matière d'allocations familiales (arrêté royal du 7 janvier 1953, article 2);
- à la signature du Ministre des Finances en ce qui concerne la Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail (arrêté royal du 10 octobre 1890).

En outre, le projet devrait être pris sur proposition du Ministre qui a l'Administration générale dans ses attributions ou du Comité du Budget si celui-là n'a pas émis un avis favorable en ce qui concerne tous les établissements de la catégorie B, visée à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 (article 11 de la même loi).

+

+ +

.../...

Le procédé employé par le projet présente en outre l'inconvénient de laisser planer l'incertitude sur les règles statutaires du personnel des établissements. En effet, le caractère général des mesures édictées par le projet pourrait faire surgir, dans l'esprit des agents intéressés, des doutes sur les règles statutaires qui leur sont applicables.

Une telle situation est de nature à provoquer un nombre considérable de recours en annulation.

Lorsque, par exemple, en vertu de la réglementation actuellement en vigueur, les nominations se font sur proposition d'un organe de gestion de l'établissement (1) ou lorsque les nominations sont soumises à l'avis d'un comité purement consultatif (2) les agents pourront se demander si une nomination faite en l'absence d'une telle formalité est régulière.

\+

\+ \+

Pour parer aux inconvénients signalés ci-avant, le Conseil d'Etat estime qu'il y a lieu de remplacer le

---

(1) Voir par exemple : Caisse nationale des pensions pour employés et Fonds d'allocations pour employés (arrêtés royaux précités); Caisse d'indemnisation en cas d'épizooties de Malmédy (arrêté du Régent du 23 juin 1949).

(2) Caisse nationale des pensions de retraite et de survie (arrêté royal du 16 juillet 1954, article 10).

présent projet par un ou plusieurs arrêtés royaux qui modifient directement les dispositions des arrêtés organiques des établissements énumérés à l'article 3.

\+

\+ +

Le projet appelle, en outre, les observations suivantes :

Les dispositions de l'article 1er ne peuvent être étendues aux établissements pour lesquels la loi elle-même a désigné l'autorité qui nommera et révoquera le personnel et a prescrit les formalités à respecter par cette autorité.

Il en est ainsi notamment en ce qui concerne l'Office national de coordination des allocations familiales (arrêté-loi du 10 janvier 1947, article 12), la Caisse nationale de compensation, la Caisse auxiliaire de compensation, la Caisse mutuelle nationale et la Caisse mutuelle auxiliaire pour allocations familiales (arrêté-loi du 10 janvier 1947, articles 15 à 18) et la Caisse nationale des vacances annuelles (lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951, article 37).

\+

\+ +

S'il entre dans les intentions du Gouvernement de subordonner l'exercice du pouvoir de nomination ou de révocation du Ministre au seul avis de l'organe de gestion, il conviendrait de préciser à l'alinéa 2 de

.../...

l'article 1er, que l'avis de l'organe de gestion dispense de l'accomplissement de toutes autres formalités sauf de celles qui sont prescrites par une disposition légale.

\+

\+ +

Conformément à l'article 13 de l'arrêté royal du 24 octobre 1936, l'administration de la Caisse de prévoyance et de secours pour les marins naviguant sous pavillon belge est assurée par le service de la marine. Le personnel de ce service étant soumis au statut des agents de l'Etat, les dispositions du projet ne pourraient être rendues applicables que par un arrêté pris dans les mêmes formes que l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

\+

\+ +

La faculté de détacher des agents d'un établissement à un autre soulève la question de savoir si l'agent détaché doit répondre aux mêmes conditions de recrutement que celles exigées des candidats qui sont recrutés par voie de nomination.

Dans la mesure où les conditions d'accession à une fonction sont fixées par la loi, il n'appartient pas au Roi d'y déroger en ce qui concerne les agents détachés. Dans les autres cas, il y aurait lieu de préciser dans les textes les règles auxquelles les mesures de détachement sont soumises.

.../...

En outre, le détachement n'est autorisé que dans la mesure où la loi ne l'exclut pas. Ainsi, par exemple, la question pourrait se poser de savoir si l'article 37 des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés permet que le personnel de la Caisse nationale des vacances annuelles puisse comprendre des agents détachés autres que ceux des administrations de l'Etat et de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite.

\+

\+ \+

Le transfert de services d'un établissement à un autre et la fusion de services d'établissements différents concernent directement le fonctionnement et l'organisation des établissements intéressés. Le Conseil d'Etat estime dès lors que le Roi doit organiser lui-même les services de ces établissements et qu'Il ne peut pas déléguer ses pouvoirs au Ministre.

En outre, le Roi lui-même ne pourrait user de ces pouvoirs que dans la mesure où le transfert ou la fusion ne dépouille pas l'établissement de services qui lui sont indispensables pour l'accomplissement de sa mission légale.

En ce qui concerne les différents établissements chargés de l'exécution de la législation relative aux allocations familiales, l'article 60, 6°, de la loi du 27

.../...

mars 1951 a abrogé l'article 21 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1947, qui permettait au Roi d'unifier, progressivement, l'organisation administrative de ces établissements.

La fusion de services de ceux-ci n'est permise que dans la mesure où elle ne va pas à l'encontre de la volonté exprimée clairement par le législateur en abrogeant cet article 21.

Le Conseil d'Etat doit se borner à ces remarques. Il n'a pu, dans le délai qui lui a été imparti, procéder, comme il aurait dû le faire, à une analyse des trente-deux arrêtés organiques qui instituent les établissements parastataux visés par le projet.

Volgens het opschrift heeft het ontwerp tot doel "een betere verdeling van het personeel onder de verschillende parastatale instellingen ressorterende onder het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg, alsmede een efficiënter en economischer beheer van hun diensten te verzekeren".

Om dit doel te bereiken verleent het ontwerp aan de Minister bevoegdheid om het personeel van de in artikel 3 genoemde twee en dertig instellingen, met uitzondering van de door de Koning benoemde ambtenaren en beambten, te benoemen en af te zetten (artikel 1). Het staat de Minister ook toe, beambten tijdelijk of voor goed van een instelling naar een andere te detacheren. Ten slotte machtigt het ontwerp de Minister om diensten van een van deze instellingen naar een andere over te brengen of om gelijkaardige danwel elkaar aanvullende diensten, die in verschillende instellingen werkzaam zijn in één enkele dienst te versmelten (artikel 2).

De ontworpen maatregelen grijpen diep in de inrichtingsregelen van de genoemde twee en dertig instellingen in. Daarom is een herziening van de organieke besluiten van elke dezer instellingen noodzakelijk. Een herziening brengt het onderhavige ontwerp echter niet. De hier besproken tekst bepaalt er zich toe op een algemene wijze nieuwe regelen te stellen voor het recht van benoeming en overplaatsing, en te bepalen op welke instellingen die voorzieningen toepasselijk zijn.

Het ontwerp verleent de Minister bevoegdheid om ieder organiek koninklijk besluit betreffende de instelling afzonderlijk aan de nieuwe bepalingen van het ontwerp aan te passen.

\+

\+ \+

.../...

Het lijdt geen twijfel dat de uitvoering van deze coördinatietaak heel wat moeilijkheden zal doen rijzen, waaraan de Minister bezwaarlijk een oplossing zal kunnen geven met de middelen welke het ontwerp hem aan de hand doet.

Waar het ontwerp algemene regelen, die op twee en dertig verschillende instellingen toepasselijk zijn, uitvaardigt, kan het onmogelijk met de eigen kenmerken van de inrichting van elke instelling rekening houden.

Zo bijvoorbeeld wordt het personeel van de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid, de Rijksdienst voor Arbeidsbemiddeling en Werkloosheid, het Officieel Betaalorganisme voor Werkloosheidsvergoedingen en het Rijksfonds voor Verzekering tegen Ziekte en Invaliditeit aangeworven volgens regelen, welke het beheerscomité vaststelt en de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg goedkeurt (1).Deze procedure is zeer goed te verantwoorden wanneer het beheerscomité zelf het personeel benoemt, zoals dit thans het geval is. Zodra echter de benoemingsmacht aan de Minister wordt opgedragen, komt men aldus tot een weinig samenhangende regeling want met de beginselen van een goed beheer is zeker niet overeen te brengen, dat de hogere overheid in de uitoefening van haar benoemingsrecht gebonden is door regelen welke het ondergeschikte lichaam heeft vastgesteld.

.../...

---

(1) Besluit van de Regent vam 16 Januari 1945, artikel 22, gewijzigd bij koninklijk besluit van 26 Februari 1954 ; besluit van de Regent van 26 Mei 1945, artikelen 22, gewijzigd bij koninklijk besluit van 13 December 1951 en 85 bis, ingevoegd bij koninklijk besluit van 26 September 1953 ; besluit van de Regent van 21 Maart 1945, artikel 45, gewijzigd bij koninklijk besluit van 15 Maart 1954.

Krachtens de bepalingen van het ontwerp wordt het benoemingsrecht ontnomen aan de raden van beheer van de Nationale Kas voor Bediendenpensioenen en van het Toelagenfonds voor Bedienden. Zij behouden evenwel het recht, de wedden van hun personeel vast te stellen (koninklijke besluiten van 13 December 1930, artikelen 7 en 4).

In al deze gevallen is het volstrekt nodig de organieke bepalingen aan de nieuwe, door het ontwerp in het leven geroepen toestand aan te passen. Of de Minister deze aanpassing kan verwezenlijken op grond van artikel 4 van het ontwerp, dat hem opdracht geeft deze bepalingen met de nieuwe regelen "in overeenstemming te brengen", is te betwijfelen.

Zodanige opdracht van bevoegdheid moet immers beperkend worden verklaard, en wel zo dat de Minister alleen aan de redactie van deze besluiten de wijzigingen, welke het ontwerp noodzakelijk impliceert, mag aanbrengen. Met een ruimere interpretatie, in deze zin, dat de Minister er wijzigingen zou kunnen aanbrengen die niet uitsluitend de redactie betreffen maar de door het ontwerp zelf aangebracht wijzigingen zouden aanvullen, zou artikel 4 tenslotte neerkomen op een subdelegatie van de bevoegdheid die in wezen de Koning toekomt, hetgeen niet geoorloofd is.

\+

\+ \+

Door aan de Minister een zeer ruime bevoegdheid tot benoeming in en organisatie van genoemde parastatale instellingen toe te kennen, raakt het ontwerp ongetwijfeld, zij het onrechtstreeks, aan de organieke wetten en besluiten, welke deze instellingen hebben opgericht. Voor sommige van deze instellingen althans zijn toch een aantal substantiële vormvereisten in acht te nemen alvorens enige wijziging in deze regelen kan worden aangebracht.

.../...

Hieruit volgt, dat het ontwerp moet worden voorgelegd met name :

- aan het nationaal comité van het Rijksfonds voor Verzekering tegen Ziekte en Invaliditeit, voor alles wat dat Fonds aangaat (besluit van de Regent van 21 Maart 1945, artikel 37, 3°, gewijzigd bij koninklijk besluit van 15 Maart 1954);
- aan de commissie voor gezinsvergoedingen, wat betreft de Nationale Onderlinge Kas voor Kindertoeslagen (koninklijk besluit van 22 December 1938, artikel 247), de Onderlinge hulpkas voor Kindertoeslagen en de Speciale Onderlinge Kassen (zelfde besluit, artikel 79) ;
- aan het Interministerieel Comité voor het Gezin, wat betreft alle instellingen, opgericht door de wetgeving inzake kinderbijslag (koninklijk besluit van 7 Januari 1953, artikel 2) ;
- aan de handtekening van de Minister van Financiën wat betreft de Steun- en Voorzorgskas ten behoeve van de door arbeidsongevallen getroffenen (koninklijk besluit van 10 October 1890).

Voorts, is voor een ontwerp als het onderhavige vereist de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het Algemeen Bestuur behoort of van het Begrotingscomité, indien bedoelde Minister geen gunstig advies heeft gegeven over alle instellingen van de in artikel 1 van de wet van 16 Maart 1954 genoemde categorie B (artikel 11 van dezelfde wet).

\+

\+ \+

Aan het procédé,in het ontwerp aangewend, is ook nog het bezwaar verbonden, dat de statuutregelen van het personeel der instellingen in het onzekere blijven.

.../...

Het algemeen karakter van de door het ontwerp uitgevaardigde regelen, kan toch sommige belanghebbenden doen twijfelen over de vraag welke statuutregelen juist op hen toepasselijk zijn.

Zulk een toestand kan aanleiding worden tot tal van beroepen tot nietigverklaring.

Wanneer bijvoorbeeld op grond van de thans geldende regeling de benoemingen op de voordracht van het beheersorgaan van de instelling worden gedaan (1) of wanneer zij aan het advies van een zuiver raadgevend comité zijn onderworpen (2), kan het personeel zich afvragen of een benoeming, waarbij dit vormvereiste niet is in acht genomen, wel regelmatig is.

\+

\+ \+

Om al deze bezwaren te ondervangen meent de Raad van State dat het onderhavige ontwerp moet vervangen worden door een of meer koninklijke besluiten, die de bepalingen van de organieke besluiten van de in artikel 3 opgesomde instellingen rechtstreeks wijzigen.

---

(1) Zie bijvoorbeeld Nationale Kas voor Bediendenpensioenen en Toelagenfonds voor Bedienden (reeds aangehaalde koninklijke besluiten) ; Kas voor Schadeloosstelling in geval van Epidemische Veeziekten van Malmedy (besluit van de Regent van 23 Juni 1949).

(2) Rijkskas voor Rust- en Overlevingspensioenen (koninklijk besluit van 16 Juli 1954, artikel 10).

Voorts zijn bij het ontwerp de volgende opmerkingen te maken :

Het bepaalde in artikel 1 kan niet toepasselijk worden verklaard op de instellingen, waarvoor de wet zelf bepaalt welke overheid tot benoeming en afzetting van het personeel bevoegd is, en welke vormvereisten deze overheid in acht moet nemen.

Dit geldt onder meer voor de Rijksdienst voor Samenordening der Gezinsvergoedingen (besluitwet van 10 Januari 1947, artikel 12), voor de Nationale Verrekenkas voor Gezinsvergoedingen, voor de Hulpkas voor Kindertoeslagen, voor de Nationale Onderlinge Kas en de Onderlinge Hulpkas voor Kindertoeslagen (besluitwet van 10 Januari 1947, artikel 15 tot 18) en voor de Rijkskas voor Jaarlijks Verlof (wetten betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders, samengeordend 9 Maart 1951, artikel 37).

\+

\+ \+

Mocht de Regering de bedoeling hebben, voor de uitoefening van de ministeriële bevoegdheid inzake benoeming of afzetting alleen het advies van het beheersorgaan te eisen, dan zou het tweede lid van artikel 1 duidelijk moeten zeggen dat, behalve het advies van het beheersorgaan, geen verdere vormen in acht te nemen zijn, tenzij een wetsbepaling er een voorschrijft.

\+

\+ \+

.../...

Volgens artikel 13 van het koninklijk besluit van 24 October 1936 wordt de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden onder Belgische Vlag door de marinedienst bestuurd. Het personeel van deze dienst is aan het statuut van het Rijkspersoneel onderworpen, zodat de bepalingen van het ontwerp slechts door een, in dezelfde vorm als het koninklijk besluit van 2 Octobar 1937 uitgevaardigd besluit toepasselijk kunnen worden verklaard.

\+

\+ \+

De mogelijkheid om personeel van de ene inrichting naar de andere te detacheren doet de vraag rijzen of de gedetacheerde beambte aan dezelfde wervingsvereisten moet voldoen als de gegadigden die bij benoeming worden aangeworven.

Voor zover de wet de voorwaarden van toelating tot een betrekking regelt, kan de Koning hiervan voor het gedetacheerde personeel niet afwijken. In de andere gevallen zou in de teksten moeten worden aangegeven welke regelen voor de detachering gelden.

Overigens is detachering slechts geoorloofd voor zover de wet dit niet verbiedt. Zo bijvoorbeeld kan men de vraag stellen, of het, gelet op artikel 37 van de wetten betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders, mogelijk is dat zich onder het personeel van de Rijkskas voor Jaarlijks Verlof andere gedetacheerden bevinden dan gedetacheerden uit de Rijksbesturen en de Algemene Spaar- en Lijfrentekas.

\+

\+ \+

.../...

Het overbrengen van diensten van een instelling naar een andere en de versmelting van diensten van verschillende instellingen betreffen rechtstreeks de werking en de organisatie van de betrokken instellingen. De Raad van State is de mening toegedaan dat de Koning dus de diensten van deze instellingen zelf moet organiseren en dat hij zijn bevoegdheid niet aan de Minister mag overdragen.

Bovendien zou de Koning zelf van deze bevoegdheid alleen gebruik kunnen maken voor zover dit overbrengen of versmelten aan de instelling geen diensten onttrekt welke zij voor het vervullen van haar wettelijke taak volstrekt nodig heeft.

Ten aanzien van de verschillende instellingen, die met de uitvoering van de wetgeving op de kinderbijslag zijn belast, weze opgemerkt dat artikel 21 van de besluitwet van 10 Januari 1947, op grond waarvan juist de Koning geleidelijk eenheid in de bestuursinrichting van deze instellingen mocht brengen, opgeheven is door artikel 60, 6°, van de wet van 29 Maart 1951.

In deze laatste instellingen mag versmelting van diensten alleen plaats hebben, voor zover deze maatregel niet in strijd is met de bedoeling waaraan de wetgever bij het opheffen van genoemd artikel 21 duidelijk uiting heeft gegeven.

De Raad van State moet zich tot deze opmerkingen beperken omdat hij binnen de hem toegestane termijn niet alle 32 organieke besluiten betreffende de opgesomde parastatale instellingen afzonderlijk heeft kunnen onderzoeken, zoals hij had moeten doen.

---

chambre était composée de

sieurs : D. DECLEIRE, conseiller d'Etat, président,

A. MAST, conseillers d'Etat,
K. MEES,

J. CYPRES, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

Heren : raadsheer van State, voorzitter,

raadsheren van State,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version
nçaise et la version néerlandaise
été vérifiée sous le contrôle de
DECLEIRE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. DECLEIRE.

GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) J. CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) D. DECLEIRE.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de h. Minister
Travail et de la Prévoyance sociale.
n Arbeid en Sociale Voorzorg.

1954. De 1954.

Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.